

pays qui jouent un rôle décisif dans l'amélioration des droits de la personne, par exemple, et de toute une gamme de ce que j'appelle, faute d'une meilleure expression, de questions morales.

Le Canada occupe cette position unique en raison de sa participation au Commonwealth. Je tiens à vous dire que je considère aujourd'hui le Commonwealth de façon beaucoup plus constructive qu'il y a deux ans. Je dois vous avouer que je commençais à croire, il y a environ cinq ou six ans, que le Commonwealth avait perdu sa vigueur, son efficacité et son utilité. Mais je crois maintenant que le Commonwealth dans sa nouvelle forme est une tribune extrêmement utile qui nous fournit des occasions uniques de dialogue, de discussions entre chefs de gouvernement, entre chefs des affaires étrangères et qui encourage une communauté de vues sur certaines questions. Notre participation au Commonwealth, qui, vous me permettez cette audace, est faite de leadership, aussi bien en raison de notre ancienneté au sein de cette organisation que par suite de notre expérience, revêt une grande valeur. De façon semblable, le caractère bilingue de notre pays nous vaut un rôle tout à fait spécial vis-à-vis des pays francophones du monde et particulièrement ceux du Tiers-monde. Nous avons donc des atouts tout à fait spéciaux dans l'immense continent qu'est l'Afrique. Notre situation au sein du Commonwealth et vis-à-vis des pays francophones nous donne l'occasion de dialoguer avec de nombreux interlocuteurs de part et d'autre, de collaborer avec eux et également de leur demander leur appui sur des questions où nous constatons une communauté de vues et que nous voulons promouvoir, soit aux Nations Unies, soit devant une autre tribune internationale. Par l'entremise de nos diplomates et de nos experts aux Affaires extérieures, nous devons oeuvrer intelligemment au sein d'organismes de ce genre pour y développer les consensus qui ont démontré leur efficacité, par exemple à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui a eu lieu à Londres l'an dernier à l'occasion du Jubilé de Sa Majesté et à diverses autres occasions également. J'aurais aimé avoir le temps d'entrer plus dans les détails et de vous donner des exemples concrets.

Il existe d'autres domaines où il est très difficile de déterminer quel rôle devrait jouer le Canada. Je pense, par exemple, à des points chauds comme le Moyen-Orient. De toute évidence, si nous voulons être pragmatiques, il nous faut reconnaître que le Canada n'est pas un des principaux protagonistes et que, selon toute probabilité, il n'influencera pas de façon déterminante la solution au conflit qui y sévit. Il est clair également, comme je l'ai dit à différentes reprises, qu'au cours des derniers mois rien n'a changé et cependant que tout a changé. L'atmosphère dans laquelle se déroulait depuis trente ans un dialogue de sourds a été transformée par l'initiative du président Sadate et les événements qui en ont découlé. Par ailleurs, il arrive parfois que, pour un pays comme le Canada, le parti de la sagesse est de ne pas commenter ni intervenir. A mon avis, nous devons permettre aux pays en cause de collaborer le plus étroitement possible pour en arriver à une solution et ne pas céder à la tentation de jouer pour la galerie, sans pour autant apporter de contributions positives, voire risquer de retarder les choses.

Cet exemple me permet de faire valoir un autre point en ce qui a trait à la politique étrangère du Canada. Nous devons, compte tenu de notre taille, décider où nous